

COP 26 : des avancées symboliques, mais une ambition globale insuffisante

Pour la première fois, le texte final d'une conférence climat évoque une diminution de l'usage du charbon. Mais les engagements restent insuffisants pour enrayer la crise climatique. Les États se sont donnés un an pour relever leurs objectifs climatiques.

[Actu-Environnement.com](https://www.actu-environnement.com/ae/news/cop26-avancees-symboliques-ambition-insuffisante-38535.php4#xtor=ES-6) Gouvernance | 15 novembre 2021 | [Philippe Collet](#)
<https://www.actu-environnement.com/ae/news/cop26-avancees-symboliques-ambition-insuffisante-38535.php4#xtor=ES-6>

Samedi 13 novembre, la COP 26 de Glasgow (Écosse) s'est achevée avec l'adoption du [Pacte de Glasgow pour le climat](#) et de décisions techniques permettant la mise en œuvre des dispositions de l'Accord de Paris concernant les marchés du carbone et la transparence.

À l'issue de deux semaines de négociations, chacun peut trouver dans les textes ce qu'il cherche. Le multilatéralisme et l'espoir d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris restent en vie, se félicitent les parties prenantes les plus optimistes. À l'opposé, les avancées sont minimales, mettent en avant ceux qui jugent que la COP 26 n'a pas permis d'enregistrer de progrès significatifs.

Revenir dans un an avec de nouveaux objectifs

L'une des principales avancées actées en Écosse est la décision prise d'arriver à la COP 27 de Charm El-Cheikh (Égypte) avec de [nouveaux engagements](#) de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES). Les États sont ainsi invités à présenter des engagements alignés sur les objectifs de l'Accord de Paris trois ans avant 2025, la date initialement prévue. L'objectif est essentiellement de pousser les principaux pays émetteurs à préciser leurs stratégies de réduction des émissions de CO₂ et à démontrer qu'elles sont compatibles avec l'Accord de Paris. Et le pacte de Glasgow de rappeler explicitement que pour limiter la hausse des températures à 1,5 °C, il faudrait réduire les émissions mondiales de 45 % entre 2010 et 2030 et atteindre la neutralité carbone vers le milieu du siècle.

Pour la première fois, le texte final évoque ouvertement les énergies fossiles au cœur de la crise climatique. Les États sont invités à « *accélérer les efforts vers la réduction progressive du charbon sans capture de CO₂ et des subventions inefficaces aux énergies fossiles* », prévoit le pacte. Bien sûr, le texte est prudent. Il évoque une « *réduction progressive* », et non la sortie du charbon, formule que la Chine et l'Inde refusent de voir inscrite. De même, le texte a été édulcoré au cours des négociations finales avec l'ajout de la formule « *accélérer les efforts* » et les références faites au « *charbon sans capture* » et aux subventions « *inefficaces* ». Pour autant, « *des tabous ont enfin été levés* », estime le WWF, appelant les États à concrétiser au plus vite cette avancée en mettant un terme aux soutiens apportés à l'export. De même, Greenpeace salue « *une première encourageante* », tout en déplorant que « *la faiblesse du langage utilisé et les précautions ajoutées en dernière minute ne confèrent aucun caractère contraignant ni n'imposent d'échéancier concret* ».

Des avancées techniques et des engagements sectoriels

Sur le plan plus technique, la COP 26 a accouché d'un accord sur la mise en œuvre de l'article 6 de l'Accord de Paris, qui aborde notamment les marchés carbone. Le texte apporte des garanties en termes d'intégrité environnementale et de respect des droits humains, mais offre la possibilité d'utiliser le reliquat de crédits carbone du Protocole de Kyoto, résume le Réseau Action Climat (RAC). Ce dernier point « *est une ligne rouge franchie, qui aura des conséquences sur la réduction globale des émissions* », déplore l'ONG. Autre sujet technique : la transparence. Les États se sont accordés sur le format de présentation des émissions et des objectifs de réduction. Avec cette avancée, la communauté

internationale disposera en 2024 des données relatives aux émissions de chaque pays, afin de comparer les efforts de chacun sur des bases communes.

Une dernière source de satisfaction concerne la multiplication des coalitions thématiques. Une centaine d'États (parmi lesquels les principaux pays forestiers) se sont engagés à [mettre un terme à la déforestation d'ici à 2030](#). Plus de cent autres pays, et notamment les États-Unis et l'Union européenne, ont adopté un objectif de [réduction de 30 % des émissions de méthane](#) entre 2020 et 2030. Les pays du G20 ont annoncé [l'arrêt du financement des centrales au charbon](#) à l'étranger, un engagement [repris par d'autres coalitions](#). Ces annonces ont été complétées par d'autres plus symboliques : une dizaine de pays envisagent [la fin de l'exploitation pétrolière et gazière](#) et 32 États s'engagent vers [la fin des voitures thermiques](#) à l'horizon 2040. Toutes ces annonces pourraient aboutir à des réductions d'émissions significatives, à condition qu'elles soient effectivement traduites dans les faits.

La solidarité vis-à-vis des plus vulnérables laissée de côté

Pour autant, ces avancées restent insuffisantes, et en particulier sur le plan strictement climatique. Actuellement, les [engagements](#) de réduction des émissions pris par les États conduisent à une élévation de la température moyenne du globe de 2,4 à 2,7 °C d'ici la fin du siècle, par rapport à l'ère préindustrielle. Surtout, en l'état, l'atteinte des objectifs de l'Accord de Paris semble compromis. En 2030, si les contributions ne sont pas relevées, 39 % du budget carbone disponible pour contenir la hausse à 2 °C seront déjà consommés. Le budget carbone associé au scénario 1,5 °C sera pour sa part consommé à 89 %.

Par ailleurs, Glasgow enregistre peu de progrès en matière de solidarité Nord-Sud. C'est « *avec un profond regret* » que la déclaration finale constate que la promesse d'accorder une aide annuelle de 100 milliards de dollars aux pays en développement n'est toujours pas tenue pas les pays riches. Normalement, cette somme devait être mobilisée dès 2020, et jusqu'en 2025. Le [bilan officiel](#) présenté à Glasgow montre qu'environ 80 milliards de dollars ont été accordés et que [les 100 milliards de dollars ne devraient être atteints qu'en 2023](#). Alors, une nouvelle fois, la déclaration finale presse les pays développés de tenir la promesse faite en 2009, lors de la COP 15 de Copenhague (Danemark) et réitérée en 2015 avec l'Accord de Paris.

La COP 26 a aussi mis l'accent sur la nécessité de [doubler le soutien financier accordé à l'adaptation](#) des pays du Sud en 2025, par rapport à 2019. Aujourd'hui, l'adaptation représente un quart de l'aide internationale. Une mesure qui « *augmentera le soutien financier de plusieurs milliards* », explique Oxfam, déplorant toutefois que l'engagement « *reste très insuffisant par rapport aux besoins* ».

Enfin, la COP 26 a échoué à lancer un dispositif financier spécial pour les « *pertes et dommages* », c'est-à-dire aux pertes irréversibles associées à des événements climatiques extrêmes ou à des évolutions climatiques lentes, telles que la montée des océans. La conférence se contente d'ouvrir un dialogue de deux ans sur le sujet et renvoie cette thématique hautement politique à l'agenda des négociations techniques. « *En bloquant la proposition de l'Alliance des petits États insulaires (Aosis) et du G77 + Chine, (...) les pays riches ont une nouvelle fois démontré leur manque total de solidarité et de responsabilité en matière de protection de ceux qui font face aux pires impacts climatiques* », déplore le RAC, qui pointe la responsabilité des États-Unis, de l'Union européenne et du Royaume-Uni.